

Art. 2. Après la signature de cet arrêté, ce montant sera versé au compte BE59 6792 0077 3226 de Fedasil – Rue des Chartreux, 21 à 1000 Bruxelles.

Art. 3. La justification de l'utilisation de la dotation se fera conformément à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 5. Le ministre ayant l'Intégration sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E., de l'Agriculture et de l'Intégration sociale,
Willy BORSUS

Art. 2. Na de ondertekening van dit besluit zal dit bedrag gestort worden op de rekening BE59 6792 0077 3226 van Fedasil, Kartuizerstraat 21, te 1000 Brussel.

Art. 3. De rechtvaardiging van het gebruik van de dotatie zal geschieden overeenkomstig de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 5. De minister bevoegd voor Maatschappelijke Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 oktober 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s, Landbouw en Maatschappelijke Integratie,
Willy BORSUS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204903]

22 OCTOBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon rétablissant l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2013 portant organisation des missions de service à l'étranger

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, l'article 2, alinéa 1^{er};

Vu le Code wallon du Tourisme;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment les articles 217 et suivants;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.);

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à la promotion de l'agriculture et au développement des produits agricoles de qualité différenciée;

Vu le décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques;

Vu le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique;

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2013 portant organisation des missions de service à l'étranger;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 mai 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mai 2015;

Vu le protocole de négociation n° 667 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 17 juillet 2015;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, établi en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 58.105/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 septembre 2015, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que par son arrêt n° 230.763 du 2 avril 2015, le Conseil d'Etat a annulé l'article 12 de cet arrêté au motif que, traitant d'une indemnité forfaitaire pour frais de séjour et déterminant son bénéficiaire, ses conditions d'octroi ainsi que son montant, cette disposition devait faire l'objet de la négociation syndicale au titre de réglementation de base au sens de l'article 4 de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, ce qui n'a pas été le cas;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2013 portant organisation des missions de service à l'étranger, à la place de l'article 12 annulé par l'arrêt n° 230.763 du 2 avril 2015 du Conseil d'Etat, il est inséré un article 12 rédigé comme suit :

« Art. 12. Le chargé de mission perçoit une indemnité forfaitaire pour frais de séjour. Cette indemnité de séjour est due par tranche de vingt-quatre heures entamée d'au moins six heures, les jours de voyage étant inclus dans la durée du séjour. Le montant de l'indemnité de séjour, établi en fonction de la destination géographique de la mission, est fixé conformément aux dispositions en vigueur au SPF Affaires étrangères. La valeur de la quote-part patronale du chèque-repas dont le chargé de mission est éventuellement bénéficiaire est déduite de l'indemnité de séjour forfaitaire.

En cas de prise en charge, par la partie qui accueille la mission ou les organisateurs d'une manifestation ou par l'organisme lui-même, de tous les frais de séjour normalement couverts par l'indemnité de séjour, celle-ci n'est alors pas octroyée.

En cas de prise en charge, par la partie qui accueille la mission ou les organisateurs d'une manifestation ou par l'organisme lui-même, d'une partie des frais de séjour normalement couverte par l'indemnité de séjour, celle-ci est réduite de cinquante pourcents de sa valeur.

L'indemnité de séjour forfaitaire visée à l'alinéa 1^{er} accordée à un membre d'un Cabinet ministériel bénéficiant d'une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour, est diminuée d'un montant correspondant à 1/30^e de l'indemnité forfaitaire annuelle liquidée mensuellement.

Si une indemnité est versée par la partie d'accueil, elle doit être déduite du décompte de frais de mission. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 3. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 octobre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204903]

22. OKTOBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Wiederinkraftsetzung von Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2013 über die Organisation der Auslandsdienstreisen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 68, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 und des Artikels 87, § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, Artikel 2, Absatz 1;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere der Artikel 217 ff.;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public (ISSeP)" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Förderung der Landwirtschaft und zur Entwicklung von qualitativ differenzierten Agrarprodukten;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de Recherches agronomiques" und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen;

Aufgrund des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik);

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen "Wallonie-Bruxelles", insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2013 über die Organisation der Auslandsdienstreisen;

Aufgrund des am 19. Mai 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 28. Mai 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 17. Juli 2015 abgeschlossenen Protokolls Nr. 667 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Beurteilungsberichts über die Auswirkungen der Maßnahme auf die jeweilige Situation der Frauen und der Männer, der in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 21. September 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.105/2 des Staatsrates;

In der Erwägung, dass durch seinen Urteil Nr. 230.763 vom 2. April 2015 der Staatsrat Artikel 12 dieses Erlasses für nichtig erklärt hat, aus dem Grund, dass da diese Bestimmung eine Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten betrifft und deren Empfänger, deren Gewährungsbedingungen sowie deren Höhe bestimmt, sie aufgrund der Grundordnung im Sinne von Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 29. August 1985 zur Festlegung der Grundordnungen im Sinne von Artikel 2 § 1 Nummer 1 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, Gegenstand der gewerkschaftlichen Verhandlung sein musste, was nicht der Fall gewesen ist;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In dem Erlass Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2013 über die Organisation der Auslandsdienstreisen wird anstelle von Artikel 12, der durch das Urteil Nr. 230.763 des Staatsrats vom 2. April 2015 des Staatsrates für nichtig erklärt worden ist, ein Artikel 12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12 - Der Beauftragte bezieht eine Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten. Diese Vergütung ist pro um mindestens sechs Stunden angebrochenen Abschnitt von vierundzwanzig Stunden zu zahlen, wobei die Reisetage in der Dauer des Aufenthalts einbegriffen sind. Der Betrag der Vergütung für Aufenthaltskosten wird unter Berücksichtigung der geographischen Bestimmungen der Dienstreise bestimmt und nach den innerhalb des Föderalen Öffentlichen Dienstes Auswärtige Angelegenheiten geltenden Bestimmungen festgelegt. Der Gegenwert der Beteiligung des Arbeitgebers an den Mahlzeitschecks, die dem Beauftragten gegebenenfalls gewährt werden, wird von der Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten abgezogen.

Übernehmen der Gastgeber oder die Organisatoren einer Veranstaltung oder die Einrichtung selbst alle Aufenthaltskosten, die im Normalfall im Rahmen der Vergütung für Aufenthaltskosten abgedeckt werden, so wird diese nicht gewährt.

Übernehmen der Gastgeber oder die Organisatoren einer Veranstaltung oder die Einrichtung selbst einen Teil der Aufenthaltskosten, die im Normalfall im Rahmen der Vergütung für Aufenthaltskosten abgedeckt werden, so wird diese um die Hälfte reduziert.

Die in Absatz 1 erwähnte Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten, die dem Mitglied eines ministeriellen Kabinetts gewährt wird, das eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten bezieht, wird um einen 1/30stel der besagten monatlich ausgezahlten jährlichen Pauschalvergütung entsprechenden Betrag reduziert.

Gewährt der Gastgeber eine Vergütung, so muss diese bei der Abrechnung der Aufenthaltskosten abgezogen werden."

Art. 1. Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2014 wirksam.

Art. 2. Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 22. Oktober 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204903]

22 OKTOBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wederinvoering van artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2013 houdende organisatie van dienstreizen in het buitenland

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 68, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, en op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, artikel 2, eerste lid;

Gelet op het Waalse wetboek voor toerisme;

Gelet op het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, erfgoed en energie, inzonderheid op artikel 217 en volgende;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de service public (I.S.S.E.P.) (Openbaar wetenschappelijk instituut) » in het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een « Centre régional d'aide aux communes » (Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten) dat moet zorgen voor de opvolging van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit;

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 houdende oprichting van het « Centre wallon de recherches agronomiques (Waals centrum voor landbouwonderzoek) » en van het « Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques » (Comité inzake oriëntatie en evaluatie van landbouwonderzoek);

Gelet op het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » (Waals instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek);

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van Wallonië-Brussel, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2013 houdende organisatie van dienstreizen in het buitenland;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 mei 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 mei 2015;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 667 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 17 juli 2015;

Gelet op het evaluatierapport betreffende de weerslag van het project op de respectievelijke stand van zaken van vrouwen en mannen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 58.105/2 van de Raad van State, gegeven op 21 september 2015, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Raad van State, door zijn arrest nr. 230.763 van 2 april 2015, artikel 12 van dat besluit nietig heeft verklaard om de reden dat genoemd artikel, dat betrekking heeft op een vaste vergoeding voor verblijfskosten en de begunstigde, de toekenningsvoorwaarden alsook het bedrag ervan bepaalt, het voorwerp moet uitmaken van de vakbondsonderhandeling als grondregeling in de zin van artikel 4 van het koninklijk besluit tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, wat niet het geval is;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van het besluit van de Waalse Regering 19 december 2013 houdende organisatie van dienstreizen in het buitenland wordt artikel 12, dat nietig is verklaard door het arrest nr. 230.763 van de Raad van State van 2 april 2015, vervangen door een artikel 12 dat als volgt luidt :

« Art. 12. De speciaal afgezant ontvangt een vaste vergoeding voor verblijfskosten. Die verblijfsvergoeding is verschuldigd per schijf van vierentwintig uren die met minstens zes uren aangesneden is, waarbij de reisdagen in de duur van het verblijf meegerekend worden. Het bedrag van de verblijfsvergoeding, berekend naar gelang van de geografische bestemming van de opdracht, wordt vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van kracht bij de FOD Buitenlandse Zaken. De waarde van de werkgeversbijdrage in de maaltijdcheque waarvoor de speciaal afgezant eventueel in aanmerking komt, wordt van de vaste verblijfsvergoeding afgetrokken.

Als het geheel van de verblijfskosten die normaliter door de verblijfsvergoeding gedekt worden, ten laste genomen wordt door de partij die de zending ontvangt of door de organisatoren van een evenement of door de instelling zelf, wordt de vergoeding niet toegekend.

Als een deel van de verblijfskosten dat normaliter door de verblijfsvergoeding gedekt wordt, ten laste genomen wordt door de partij die de zending ontvangt of door de organisatoren van een evenement of door de instelling zelf, wordt de vergoeding met vijftig procent van haar waarde verminderd.

De in het eerste lid bedoelde vaste verblijfsvergoeding, die toegekend wordt aan een lid van een ministerieel kabinet dat een jaarlijkse vaste vergoeding voor verblijfskosten geniet, wordt verminderd met een bedrag gelijk aan 1/30^{ste} van de jaarlijkse vaste vergoeding die maandelijks betaald wordt.

Als een vergoeding door de ontvangende partij gestort wordt, wordt ze in mindering gebracht van de afrekening van de dienstreiskosten ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2014.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 oktober 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2015/27213]

22 OCTOBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement et le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, relatif aux substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D. 20.16, modifié par le décret du 24 octobre 2013;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les articles D. 2, 62°, modifié par le décret du 13 octobre 2011, 80° et 81°, D. 6-1, inséré par le décret du 13 octobre 2011, D. 19, § 1^{er}, D. 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et D. 156, modifié par le décret du 13 octobre 2011;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 8 juillet 2015;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet de la situation respective des femmes et des hommes du 28 mai 2015;

Vu l'avis 58.002/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 septembre 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;